

## EU Non-Proliferation and Disarmament Consortium

*Promoting the European network of independent  
non-proliferation and disarmament think tanks*

### Douzième Conférence de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement du 4 au 5 décembre 2023

*Rapport abrégé de la conférence*

*par*

*Manuel Herrera<sup>1</sup>*

La douzième Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement (EUNPDC) s'est tenue les 4 et 5 décembre 2023 dans un format hybride au Thon Hotel Brussels City Center à Bruxelles (Belgique). La conférence était organisée par l'Istituto Affari Internazionali (IAI) au nom du [Réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement](#) et a rassemblé des experts en non-prolifération, en désarmement, en contrôle des armements et en armes conventionnelles issus d'organismes publics, de gouvernements, d'organisations internationales, de groupes de réflexion indépendants et de la société civile. Plus de 400 experts provenant de plus de 50 pays (membres de l'UE, États associés et pays tiers) ont assisté en personne à la conférence en ligne et en présentiel.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement est l'un des événements phares du Réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. Ce réseau a été créé en juillet 2010 par le Conseil de l'Union européenne afin de soutenir la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive](#). Le réseau, qui se concentre également sur la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre les armes à feu et armes légères et de petit calibre illicites et leurs munitions](#), rassemble plus de 100 entités de recherche et est coordonné par un consortium de six instituts : La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'Istituto Affari Internazionali (IAI), le Peace Research Institute Frankfurt (HSFK - PRIF), le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et le Vienna Center for Disarmament and Non-Proliferation (VCDNP).

Depuis 2012, cette conférence annuelle constitue l'une des réunions mondiales les plus importantes en matière de non-prolifération et de désarmement. Elle a contribué à promouvoir le débat stratégique sur les mesures de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs

---

<sup>1</sup> Le Dr Manuel Herrera est chercheur au sein du programme « Multilatéralisme et gouvernance mondiale » de l'Istituto Affari Internazionali (IAI).

vecteurs, ainsi qu'à relever les défis liés aux armes conventionnelles, y compris leur commerce illicite et l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et leurs munitions. L'édition 2023 a abordé de nombreux sujets d'une importance centrale pour les travaux de l'UE, et notamment du [Service européen pour l'action extérieure \(SEAE\)](#), ainsi que plusieurs questions urgentes relatives au contrôle des armements, à la non-prolifération et au désarmement.

Les participants ont été accueillis par Ettore Greco, vice-président directeur de l'Istituto Affari Internazionali, et par Sibylle Bauer, présidente du Consortium européen pour la non-prolifération et le désarmement et directrice des études sur l'armement et le désarmement au Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Le vice-président directeur Greco a commencé son allocution en abordant le contenu et les objectifs de la conférence. Il a ensuite évoqué le rôle de l'UE dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, en reconnaissant spécifiquement son rôle dans la promotion et le soutien des solutions multilatérales aux questions de sécurité, son objectif visant à préserver les régimes existants de non-prolifération des armes de destruction massive et à assurer leur universalisation et leur mise en œuvre efficace, ainsi que le rôle de l'UE en matière de mécanismes et d'accords innovants visant à répondre aux nouveaux défis. Il a ensuite mentionné la nécessité de prendre en compte l'évolution du paysage stratégique, notamment en Europe, au Moyen-Orient et dans la région indo-pacifique, tout en soulignant qu'un environnement de sécurité stable ne pouvait être obtenu qu'à partir d'une combinaison de stratégies de dissuasion et d'accords fonctionnels sur le contrôle des armements. Il a conclu son allocution en déclarant que le lancement de négociations bilatérales pour l'entrée en vigueur d'un nouveau traité de contrôle des armements stratégiques à l'expiration du traité *New START* en 2026 restait une priorité absolue. Il a noté que la probabilité d'élargissement des négociations stratégiques à d'autres puissances nucléaires demeurerait très faible, et que la perspective d'un engagement renforcé du P5 en faveur de la réduction des risques nucléaires dans une période de tensions croissantes entre puissances nucléaires semblait prometteuse.

Mme Bauer a ensuite remercié l'UE pour son soutien au Consortium qui a permis la création du Réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. Composé d'instituts de recherche et de départements universitaires, le réseau permet de combler le fossé entre le monde universitaire et le monde de la recherche sur les politiques, tout en incluant également une combinaison de disciplines techniques et de disciplines liées aux sciences naturelles ainsi qu'aux sciences sociales. Elle a poursuivi son intervention en déclarant que l'EUNPDC avait pour mission d'encourager le dialogue politique sur les questions de sécurité afin de sensibiliser aux défis de la prolifération et du désarmement et de développer l'expertise et la capacité institutionnelle sur ces questions au sein des groupes de réflexion et des gouvernements, en Europe et au-delà.

La conférence a été ouverte par Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. M. Borrell a souligné le fait que le paradigme de l'architecture de sécurité mondiale et européenne avait radicalement changé à la suite de l'agression russe menée contre l'Ukraine, ce facteur ayant également un impact sur les accords de non-prolifération et de désarmement. Il a poursuivi en déclarant que la Russie s'était retirée des accords multilatéraux en suspendant le traité *New START*, en se retirant du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, en révoquant sa ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et en bloquant les travaux menés au sein des instances de non-prolifération et de désarmement. Il a ensuite souligné que la Russie n'était pas le seul État en cause : les actions de l'Iran et de la Corée du Nord aggravent en effet les dommages causés au système international et renforcent

la polarisation. De nombreux États tiers ne veulent pas prendre parti et prétendent qu'ils se retrouvent pris entre deux discours concurrents. Cependant, pour l'UE, il ne s'agit pas seulement d'une bataille de discours, a déclaré M. Borrell, mais aussi d'une bataille de valeurs. En conséquence, l'UE a entrepris d'isoler la Russie et de lutter contre sa campagne de désinformation en tendant la main aux États non alignés et partageant une vision similaire afin d'unir leurs forces et d'œuvrer ensemble à la préservation du cadre multilatéral mondial.

Le reste de la conférence était réparti en quatre séances plénières et six séances parallèles qui ont abordé différentes questions, telles que le programme de l'UE en matière de non-prolifération et de désarmement ; les défis de la prolifération nucléaire et du désarmement ; le désarmement chimique après la cinquième Conférence d'examen de la CAC ; l'espace extra-atmosphérique en tant que domaine de conflit ou de coopération ; l'intelligence artificielle et l'avenir de la guerre ; le détournement des armes conventionnelles ; la dynamique des conflits et la coopération en matière de sécurité en Asie de l'Est ; les risques liés à la biotechnologie et à la militarisation ; la guerre en Ukraine et l'avenir du contrôle des armements en Europe ; et le contrôle des armements et la dynamique du pouvoir à l'échelle mondiale.

L'envoyée spéciale de l'Union européenne pour la non-prolifération et le désarmement auprès du SEAE, Marjolijn van Deelen, a souligné que la tendance actuelle à la concurrence entre les grandes puissances avait un effet négatif sur la non-prolifération et le désarmement. Elle a spécifiquement cité le retrait de la Russie des solutions multilatérales comme étant une grande partie du problème, tandis que la Chine représente un défi en raison de son discours sur les utilisations pacifiques des technologies à double usage et de ses attaques contre l'intégrité des institutions multilatérales. Elle s'est ensuite concentrée sur les moyens de relever ces défis afin de protéger et d'améliorer l'architecture de non-prolifération et de désarmement, mais aussi sur les implications de la situation actuelle sur les perspectives de développement ultérieur de cette architecture.

Le secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Robert Floyd, a souligné qu'il était important de reconnaître le chemin parcouru par l'humanité en matière de non-prolifération et de désarmement. Par exemple, avant 1996, plus de 2 000 essais nucléaires ont eu lieu, alors que depuis 1996, moins d'une douzaine d'essais ont été réalisés. La principale raison pour laquelle la norme existante est si puissante réside dans le fait que la communauté internationale fait confiance au TICE et que, par conséquent, tout essai sera détecté, car le système de surveillance international (IMS) du TICE peut détecter une explosion de moins d'une demi-kilotonne n'importe où sur la planète. Il a poursuivi en affirmant qu'au cours des dernières années il y avait eu un changement inquiétant de ton et de rhétorique et que la décision de la Russie de révoquer sa ratification du TICE avait fait l'effet d'une mauvaise surprise. Il a ensuite souligné que l'entrée en vigueur du TICE était plus importante que jamais dans la mesure où elle débloquera les outils de vérification du traité, puis a expliqué le régime complet de vérification du traité. Il a conclu en déclarant que si un EDAN décidait de procéder à un essai nucléaire, le moratoire mondial sur les essais nucléaires serait menacé, tout comme la longue expérience mondiale de non-prolifération nucléaire.

La conférence EUNPD 2023 a également été marquée par les interventions clés de hauts responsables tels que Carlos Aragón Gil de la Serna, directeur général adjoint pour la non-prolifération et le désarmement du ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération ; Peter M. Wagner, directeur et chef du service des instruments de politique étrangère

(FPI) ; Jarmo Viinanen, président désigné de la première session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP ; Jacek Bylica, chef de cabinet au Bureau du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ; Stephan Klement, conseiller spécial pour la question nucléaire iranienne au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ; Mika-Markus Leinonen, représentant de l'UE auprès des organisations internationales à La Haye ; Marcin Wróblewski, directeur du Bureau de la stratégie et de la politique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ; Carine Claeys, envoyée spéciale pour l'espace au Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ; Razvan Rusu, président de la dixième Conférence des États parties (CSP10) au Traité sur le commerce des armes ; Amanda Gorely, ambassadrice et représentante permanente de l'Australie auprès des Nations Unies et de la Conférence du désarmement ; Rik Bleijjs, chef du Bureau néerlandais de biosécurité à l'Institut national de la santé publique et de l'environnement (RIVM) ; Wendin D. Smith, directeur du Centre pour la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive (ADM) de l'OTAN (ACDC) ; Malgorzata Twardowska, directrice adjointe des services opérationnels au CPC – Secrétariat de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; Adedeji Ebo, directeur et adjoint du haut représentant pour les affaires de désarmement au Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies (UNODA) ; Bruce Turner, représentant permanent de la délégation américaine à la Conférence du désarmement ; Guillaume Ollagnier, directeur des affaires stratégiques au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères ; Rebecca Sagar, directrice du Centre de lutte contre la prolifération et de contrôle des armements et directrice adjointe de la défense et de la sécurité internationale du Bureau britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO), ainsi que d'illustres universitaires, chercheurs et hauts fonctionnaires du monde entier.

Dans sa déclaration de clôture, Sibylle Bauer, présidente du Consortium européen pour la non-prolifération et le désarmement et directrice des études sur l'armement et le désarmement au Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), a souligné que le monde était en pleine crise en raison des tensions et des guerres opposant les grandes puissances. Cependant, les inquiétudes liées à ce scénario n'ont pas dominé la conférence annuelle ou d'autres activités de l'EUNPDC. Au contraire, l'EUNPDC a été marquée par une forte volonté de résoudre les problèmes plutôt que de se lamenter sur la situation actuelle. Elle a ensuite déclaré que l'espoir et la pensée positive animaient de nombreux participants aux activités de l'EUNPDC, leur permettant ainsi d'interagir à un niveau véritablement humain. Elle s'est dite convaincue, par ailleurs, de l'importance qu'il convient d'accorder à l'écoute des différents points de vue et perspectives, de la nécessité de s'engager à examiner chaque information en profondeur, de réfléchir de manière critique, d'établir les faits et de s'efforcer de lutter contre ce brouillard de désinformation qui rend encore plus important l'éducation en matière de non-prolifération et de désarmement. En conséquence, elle a engagé l'EUNPDC à continuer de combler le fossé entre le monde politique et les chercheurs, entre la politique et la science, entre les sciences naturelles et les sciences sociales, mais également au sein même de ces sciences.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement a de nouveau constitué un événement central pour le débat international sur l'avenir du contrôle des armements, de la non-prolifération et du désarmement. Elle a également contribué à réaffirmer le ferme engagement de l'UE en faveur d'un ordre mondial fondé sur des règles et a démontré la sensibilisation accrue des responsables gouvernementaux, des universitaires et des représentants de la société civile de pays tiers face aux politiques de non-prolifération et de désarmement de l'UE. En outre, le débat a permis

d'explorer de nouveaux moyens d'améliorer les capacités dans des régions du monde disposant d'une expertise limitée en matière de lutte contre les menaces liées aux ALPC, aux ADM et à leurs vecteurs. Enfin, comme chaque année, la Conférence a permis de mettre en lumière le rôle joué par les groupes de réflexion européens spécialisés dans la non-prolifération et le désarmement ainsi que les efforts entrepris par le Consortium de l'UE afin de promouvoir et de coordonner leurs travaux.

Pour obtenir de plus amples informations et pour regarder les vidéos de la conférence, veuillez consulter le site Internet du consortium : [www.nonproliferation.eu](http://www.nonproliferation.eu)



Funded by the European Union